

FRANCE : QUELLE TRAJECTOIRE POUR LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE ?

D'après les premiers résultats publiés par l'Insee, le déficit budgétaire français s'est établi à 3,4 % du PIB en 2016. La cible de 3,3 % du gouvernement est légèrement dépassée, mais l'amélioration par rapport à 2015 (- 0,2 point) est en ligne avec ses attentes. L'amélioration est limitée, mais elle se poursuit pour la septième année consécutive. Surtout, l'objectif de déficit est quasiment respecté, alors que ni la croissance ni l'inflation n'ont été au rendez-vous, souligne BNP Paribas. S'agissant de 2017 et de l'objectif du gouvernement d'un retour du déficit sous la barre des 3 % (à 2,7 % plus exactement), les résultats de 2016 laissent inchangée l'ampleur de la tâche. L'objectif paraît aussi difficile à atteindre, la marche à franchir étant très haute : une amélioration de 0,7 point du déficit en un an, quand il en a fallu trois, de 2014 à 2016, pour le réduire de 0,6 point. De toute façon, la donne changera après la présidentielle. Les cinq principaux candidats combinent tous, à des degrés divers et dans des modalités différentes, des mesures de consolidation et de relance budgétaire. Benoît Hamon, Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen mettent l'accent sur le soutien à la demande, François Fillon sur l'offre, et Emmanuel Macron défend une approche mixte. Il est le seul à annoncer maintenir le déficit sous la barre des 3 % pendant tout le quinquennat, tandis que les trajectoires budgétaires fournies par les autres candidats affichent une détérioration plus ou moins marquée en 2017-2018 avant d'entamer un redressement, d'ampleur variable, de 2019 à 2022.

IRAN : DES INCERTITUDES APRÈS L'EMBELLIE ÉCONOMIQUE DE 2016

L'Iran a pleinement bénéficié l'an dernier de son retour sur les marchés internationaux grâce à la levée des sanctions. Une embellie économique est constatée sur la production pétrolière et gazière, qui progresse de 24 % à partir de juin 2016 pour atteindre une moyenne de 4,2 millions de barils/jour. La croissance du PIB, qui pourrait s'établir à 4,6 % en 2016, tirée par les exportations et les investissements, devrait se poursuivre à plus de 5 % par an dès 2017 et perdurer à moyen terme, malgré les cours modérés du pétrole, selon le Crédit agricole. Cependant, le regain des tensions politiques avec les Etats-Unis depuis l'élection de Donald Trump fait redouter le retour de nouvelles sanctions. Même sans aller jusque-là, il semble assez assuré que la levée définitive des sanctions (autorisation du dollar dans les échanges, accès facilité aux financements internationaux) ne se produira pas et continuera donc à brider les perspectives de développement du pays.

EUROPE : JOUER L'EFFET SQUEEZE

Les investisseurs globaux sont restés à l'écart de l'Europe depuis longtemps. Plus de 100 milliards de dollars ont été désinvestis des fonds d'actions européens en 2016. Si les investisseurs craignent une paralysie politique, voire économique, de l'Europe, les élections et le Brexit constituent l'opportunité pour un élan vers une plus grande intégration, moins d'interférences centrifuges et, au final, un meilleur fonctionnement politique. Après les élections, les investisseurs reviendront massivement sur la région, dont l'attractivité semble historique, affirme Candriam. D'abord, parce que les flux de nouvelles sont très positifs, comme la création d'emplois, l'accélération de la croissance, et même - phénomène impensable il y a deux ans - un retour de l'inflation vers la normale. Ensuite, parce que la croissance des bénéfices des entreprises européennes provient du dynamisme de leur activité et non de programmes de réduction de coût et de rachat d'actions, comme outre-Atlantique. Sans compter que l'écart actuel entre les valorisations américaines et européennes atteint son plus haut niveau depuis des décennies, et ce en faveur de l'Europe. Enfin, la conjonction du probable retour des investisseurs à l'approche des élections françaises et de la faible liquidité sur les marchés européens devrait créer un effet goulot, démultipliant le potentiel de hausses des actions européennes (*squeeze effect*), estime Candriam.

LE DESSOUS DES CARTES

CARRIÈRES : LES ÉTUDIANTS PRÉFÈRENT LA SÉCURITÉ

Le 15^e Baromètre des grandes écoles Gallileo Business Consulting, réalisé auprès de 1 900 étudiants sur 19 campus, révèle plusieurs idées fortes. Les prétentions salariales continuent de progresser avec, toujours, des disparités entre hommes et femmes. L'international reste une priorité des étudiants. Dans un monde globalisé, les talents, après une formation payée par l'Etat, n'hésitent pas à partir. Il y a d'ailleurs dans les entreprises préférées très peu de franco-françaises, mais surtout des sociétés internationales. Chez les étudiants commerciaux, arrivent nettement en tête des cabinets de conseil et d'audit (The Boston Consul-

ting Group, McKinsey et EY sur le haut du podium), ainsi que des entreprises de la banque et finance (BNP Paribas, à la 5^e place). Chez les étudiants ingénieurs, on constate que les préférences sont plus éclatées avec des représentants de groupes industriels et des cabinets de conseil (Google, The BCG et EADS en tête). Contrairement aux idées reçues, ces jeunes élites recherchent la sécurité : seuls 13 %, et uniquement parmi les étudiants en école de commerce, évoquent l'entrepreneuriat dans leur choix de carrière. Les entreprises de la nouvelle économie sont encore peu citées, mis à part Google, Facebook et Apple.